

MAIRIE de VELANNE
38620 Velanne

DELIBERATION
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 7 FEVRIER 2020
N° 04-02-20

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
13	13	13
Date de la convocation		Date d'affichage
31 janvier 2020		31 janvier 2020

OBJET DE LA DELIBERATION
Approbation de la modification simplifiée n°2 du PLU

L'an deux mille vingt et le vendredi 7 février le Conseil municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Denis MOLLIERE, Maire

Présents : Denis MOLLIERE, Jean MOLINA, Bernard de MONTFALCON, Jocelyn THENOT, Martine PIVIER, Alain MARTINETTO, Salvator DI VINCENZO, Damien GOURGAUD, Emmanuelle PAILLAT, Caroline ARNAUD-GODDET, Nathalie GIVOIS, Georges GUERREIRO

Absents : François BEIGER (pouvoir à Denis MOLLIERE)

Secrétaire de séance : Jocelyn THENOT

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 153-36 à L. 153-40 et L. 153-45 à L. 153-48 du code de l'urbanisme ;

Vu la délibération en date du 14 février 2014 ayant approuvé le PLU ;

Vu la délibération en date du 14 novembre 2014 par laquelle le conseil municipal a défini les modalités de mise à disposition du dossier de modification simplifiée ;

Vu l'avis de Monsieur le Maire en date du 15 novembre 2019 précisant l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations, publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et affiché en mairie ;

Vu le bilan de la mise à disposition du public présenté par Monsieur le Maire ;

Monsieur le Maire rappelle les raisons pour lesquelles une modification simplifiée du PLU a été engagée :

- **Rectification des erreurs relatives à la prise en compte de l'aléa faible de ruissellement sur versant (fV)**
- **Désignation d'un bâtiment agricole pouvant changer de destination pour autoriser dans les bâtiments de stockage attenants à la maison existante les activités des secteurs secondaires et tertiaires et plus spécifiquement les sous-destinations industrie et entrepôts**

Il explique que le projet de modification simplifiée et l'exposé de ses motifs ont été portés à la connaissance des personnes publiques associées.

Acte certifié exécutoire par

Nomenclature

✓ Dépôt en Sous-préfecture le :

2 Urbanisme

✓ Affichage le :

Dans son avis sur le PLU arrêté du 25 octobre 2013, l'Etat avait signalé une autre erreur du PLU concernant l'aléa faible de glissement de terrain.

Sur la carte des aléas figurent 2 niveaux de classement en aléa faible de glissement de terrain, l'aléa « G1a » et l'aléa « G1b ». Ces aléas ne sont pas conformes à la méthodologie appliquée par les services de l'Etat et il convient donc de modifier ces 2 zones du règlement écrit et du règlement graphique en indiquant une seule zone d'aléa faible de glissement de terrain « G1 » et un seul zonage « fg1 ».

Il convient donc de prendre en compte cette réserve de l'Etat et donc de rectifier cette deuxième erreur relative à ces aléas en incluant cette rectification dans la modification simplifiée n° 2 du PLU.

Par ailleurs, le maire explique que le projet de modification simplifiée et l'exposé de ses motifs ont été portés à la connaissance du public pendant un mois du 25 novembre au 10 janvier 2019, selon les modalités suivantes : dossier consultable aux horaires d'ouverture au public de la mairie ; deux permanences assurées en mairie le samedi 30 novembre de 9h à 12h et le mardi 17 décembre de 9h à 12h ; mise à disposition du public d'un registre recueillant les observations.

Il précise que l'avis de l'Etat a été porté à la connaissance du public dès le début de l'enquête publique.

Au cours de cette période, le public a pu formuler ses observations et le bilan de la mise à disposition ne fait apparaître aucune observation

Considérant que la modification simplifiée du PLU telle qu'elle est présentée au Conseil Municipal et en prenant en compte l'avis de l'Etat est prête à être approuvée, conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé et le bilan de la mise à disposition de Monsieur le Maire et en avoir délibéré, décide :

- d'approuver le bilan de la mise à disposition présenté par Monsieur le Maire ;
- d'approuver le dossier de modification simplifiée du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération, dossier qui prend en compte l'avis de l'Etat sur les aléas de glissements de terrains.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention insérée dans un journal diffusé dans le département conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du code de l'urbanisme ;

Le dossier de modification simplifiée du PLU approuvé comprenant l'exposé de ses motifs est tenu à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture.

La présente délibération est exécutoire à compter de sa transmission au Préfet et de l'accomplissement des mesures de publicité. Pour l'affichage en mairie, la date à prendre en compte est celle du premier jour où il est effectué.

Elle sera téléversée sur le site Géoportail.

Adopté à l'unanimité



Le Maire

Denis MOLLIERE

Acte certifié exécutoire par

Nomenclature

✓ Dépôt en Sous-préfecture le :

2 Urbanisme

✓ Affichage le :

MAIRIE de VELANNE
38620 Velanne

ARRETE DU MAIRE N° 01-02-2023
ARRETE DE PRESCRIPTION DE LA PROCEDURE DE
MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°1 DU PLAN LOCAL
D'URBANISME

Le maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles R153-20 et R153-21, L153-36 et suivants L.153-45 à L153-48

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en date du 14 février 2014 et modifié par délibérations de modifications simplifiées n°1 en date du 13 février 2015 et n°2 en date du 7 février 2020,

CONSIDERANT qu'il apparaît nécessaire de procéder à la modification du PLU pour les raisons suivantes :

- Encadrer le développement des bâtis résidentiels au sein des zones A et N en conformité avec les dispositions de la Loi ALUR de 2014
- Permettre l'achèvement d'un projet de construction autorisé en 2012 au lieu-dit Les Bruyères

CONSIDERANT que le projet de modification est compatible avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU ;

CONSIDERANT que les évolutions envisagées du PLU dans le cadre de la présente procédure ne relèvent pas de la révision et rentrent dans le champ d'application de la modification ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Une procédure de modification de droit commun n°1 du PLU est engagée en application des dispositions de l'article L153-36 à L153-48 du code de l'urbanisme ;

ARTICLE 2 : Le projet de modification n°1 du PLU porte sur :

- La suppression des secteurs Ah et Nh existants au PLU en vigueur qui encadraient le développement résidentiel dans les zones agricoles et naturelles ; l'évolution des règles des zones A et N en conformité avec la Loi ALUR afin d'encadrer ces bâtis résidentiels et leurs annexes
- La création d'un Secteur de taille et de capacité d'accueil limité dans le hameau des Bruyères ; la définition de règles limitant le développement de ce secteur aux seuls besoins d'achèvement des constructions autorisées en 2012 ;

ARTICLE 3 : Le projet de modification de droit commun n°1 sera notifié au préfet de l'Isère et aux Personnes Publiques Associées (visée à l'article L 132-9 du code de l'urbanisme) avant enquête publique ; le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier d'enquête publique.

ARTICLE 4 : Le projet sera soumis à enquête publique conformément aux dispositions du code de l'environnement.

ARTICLE 5 : le projet de modification de droit commun n°1 éventuellement ajusté pour tenir compte des avis de la commune et des Personnes Publiques Associées, des observations du public et de l'avis du commissaire enquêteur, sera soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

ARTICLE 6 : le présent arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie de Velanne pendant un mois. Une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Il sera également publié au recueil des actes de la Mairie

Fait à VELANNE, le 1^{er} février 2023

Le Maire, Denis Mollière



Acte certifié exécutoire par

✓ Dépôt en Sous-préfecture le :

✓ Affichage le :

Nomenclature

2 . Urbanisme

MAIRIE de VELANNE 38620 Velanne	DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
--	--

SEANCE DU 13 JUIN 2023
N° 02-06-23

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	14	13
Date de la convocation		Date d'affichage
9 juin 2023		9 juin 2023

OBJET DE LA DELIBERATION
Décision de la DREAL sur la modification de droit commun du PLU

L'an deux mille vingt-trois et le mardi 13 juin, le Conseil municipal de la commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Denis MOLLIERE, Maire

Présents : Denis MOLLIERE, Bernard de MONTFALCON, Nathalie GIVOIS, Caroline ARNAUD-GODDET, Raphaël GALLIN MARTEL, Anthony BEJUIS, Martine PIVIER, Salvatore DI VINCENZO, Georges GUERREIRO.

Absents : Serge DEGONNE (pouvoir à Denis MOLLIERE) Stéphanie BURIAS (pouvoir à Nathalie GIVOIS), Sophie de MONTFALCON (pouvoir à Bernard de MONTFALCON), Chrystelle BOUICH (pouvoir à Anthony BEJUIS) et Damien GOURGAUD.

Secrétaire de séance : Salvatore DI VINCENZO

Le maire expose que dans le cadre de l'instruction de la modification de droit commun du PLU, le dossier a été transmis à la DREAL pour savoir s'il fallait une étude environnementale préalable à l'envoi à la commission départementale de protection des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF) et aux personnes publiques associées (PPA).

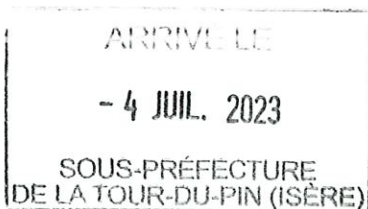
La DREAL a répondu que l'étude environnementale n'est pas nécessaire et le maire demande donc aux élus de délibérer pour acter cette décision.

Délibération à l'unanimité pour acter la décision de la DREAL

Ainsi fait et délibéré en Mairie de Velanne les jour, mois et an que dessus.

Ont signé les membres présents

Le Maire, Denis MOLLIERE



Acte certifié exécutoire par

Nomenclature

- ✓ Dépôt en Sous-préfecture le :
- ✓ Affichage le :

2 . Urbanisme